



Le sniper a encore frappé !

La nouvelle est tombée. Dure, sèche et tranchante. Il n'y aura pas de Plan Ministériel de Qualification (PMQ ou volumes de transformations de C en B et de B en A) cette année 2018 à Bercy. Fermez le ban. Rentrez dans le rang !

Vous avez dit spécificité de Bercy ?

Les ministres auront beau jeu de nous interroger : ne vous avions nous pas prévenu que les ministères économique et financier n'étaient pas « prioritaires » (des priorités qui révèlent surtout tout ce que l'État est prêt à abandonner de ses moyens d'action) ni au cœur de l'État ?! Le gouvernement veut l'uniformisation. Bercy doit rentrer dans la normalisation. Mais au fait pour quelle fonction publique ? Celle menacée par les annonces le 1er février d'Édouard Philippe et Gérard Darmanin ministre « de l'Action et des Comptes Publics » !

Bercy et la fonction publique sauce E.Macron le Président, c'est ça ! L'austérité budgétaire poursuit son œuvre à Bercy. Peu importe l'investissement des agent-e-s pour remplir les missions d'intérêt général qui dépendent du navire amiral, un navire amiral dont **Solidaires Finances** annonçait déjà à regret qu'il prenait fortement l'eau, pulvérisé, éventré, éviscéré même.

Vous avez dit lutte contre la fraude fiscale, contre les scandales sanitaires et autres risques alimentaires et industriels, tenue d'une comptabilité publique par des fonctionnaires et statistiques publiques garanties de transparence pour les citoyens... ?

A force de concentration, d'industrialisation, d'automatisation et numérisation, à coup de revue des missions, de RGPP, MAP et CAP 22, les frontières de Bercy s'estompent tout comme celles des secteurs public et privé. Fini l'intérêt général ! Il ne faut surtout pas gêner les intérêts privés de quelques actionnaires dont sont toujours attendues - au sein des entreprises qu'ils s'échangent allégrement – les créations d'emplois, fruits mirages d'un ruissellement toujours reporté...

Les politiques de réduction des prélèvements, notamment fiscaux, et du contrôle public économique, industriel et environnemental, sous prétexte de « libérer l'entreprise » de toute entrave, de toute charge administrative et de toute sanction potentielle, ont profondément dénaturé les missions des ministères économique et financier et autorisé, de fait, leur remise en cause quand ce n'est pas leur abandon ou leur privatisation.

Clairement, le premier de cordée n'est pas à Bercy et c'est ce qui vient d'être encore rappelé et clairement affiché avec l'absence de PMQ. Car, sans missions nécessitant des qualifications particulières, qu'est-ce qui justifierait ce plan « ministériel » de qualification ? C'est là le fond de la pensée de nos ministres et de ce gouvernement. Il n'y aura donc pas de reconnaissance par le ministère des qualifications mises en œuvre par les agent-e-s qui font vivre ses administrations condamnées pour le plus grand bien des bénéficiaires des mesures fiscales et de déréglementation voulues pour une minorité possédante et riche.

C'est là une mesure qui s'inscrit dans la continuité d'une politique à l'œuvre depuis plusieurs années mais qui va bien plus loin et franchit un Rubicon budgétaire mais également fort de désengagement pour Bercy et ses agent-e-s.

Rien qu'entre 2012 et 2015, le PMQ avait déjà été divisé par 6 dans certaines directions du ministère, alors que les évolutions structurelles continuaient d'engendrer des « dérives » dans les doctrines d'emplois, les agents C et B assurant de plus en plus de missions dévolues respectivement aux agents B et A. Le plan pour 2016 programait une nouvelle chute inacceptable du nombre de transformations de postes de C en B et de B en A, un plan reconduit pour 2017 déjà sans ambition.

C'est un mépris affiché pour le travail de ces agent-e-s au service de l'intérêt général.

Suppressions d'emplois, réorganisations des services, modifications dans l'exercice des missions, dilution, abandon de celles-ci, droit à l'erreur, fermetures de sites, transferts de tâches voire de missions au privé, remise en cause des règles de gestion, rétablissement du jour de carence, baisse de salaire net au 1er janvier 2018 et maintenant absence de plan ministériel de qualification, les agent-e-s de Bercy souffrent et leurs missions avec elles et eux ! Cette nouvelle mesure est un signe supplémentaire de désintérêt de ce gouvernement pour les missions en question.

Notre fédération et ses syndicats dénoncent l'absence de Plan Ministériel de Qualification en 2018. Ils ont toujours été et demeurent favorables à des carrières linéaires levant les barrières entre catégories dans une reconnaissance d'un collectif de travail au service de l'intérêt général. A l'heure où le Premier ministre et son ministre dit « de l'action publique et des comptes publics » annoncent le démantèlement de la Fonction Publique à coup de développement de la contractualisation et de « plan de départs volontaires », les carrières linéaires participent pour nous d'une logique d'un statut de la Fonction publique garantissant neutralité et continuité du service public.

Défense des agent-e-s des administrations de Bercy, de leur reconnaissance, de leurs conditions de travail, et défense de leurs missions, de leurs conditions d'exercice, de l'intérêt général, vont de pair. L'une ne va pas sans l'autre.

Pour un service public fort au service de toutes et tous, il faut une Fonction publique forte qui ne dépende pas des enjeux de pouvoirs ; ce qui légitime notre Fonction publique, c'est un service public au service de l'intérêt général.

Et ce qui vaut pour l'ensemble de la Fonction publique vaut pour les agent-e-s de Bercy.

Pour Solidaires Finances, la décision du Ministre est

IN - TO - LE - RA - BLE